Vers la performance énergétique…

Espaces périurbains et consommation d'énergie domestique

Retombées fiscales des énergies renouvelables

Maximin CHABROL , doctorant en géographie
Email : maximin.chabrol@univ-avignon.fr
06.23.45.83.69

ESPACE

Région Provence Alpes Côte d'Azur

cnrs

UNIVERSITÉ D'AVIGNON ET DES PAYS DE VAUCLUSE

AGENCE D'URBANISME AURAV RHÔNE AVIGNON VAUCLUSE

Vers la performance énergétique…

Espaces périurbains et consommation d'énergie domestique

Retombées fiscales des énergies renouvelables

Maximin CHABROL , doctorant en géographie
Email : maximin.chabrol@univ-avignon.fr
06.23.45.83.69

ESPACE

Région Provence Alpes Côte d'Azur

cnrs

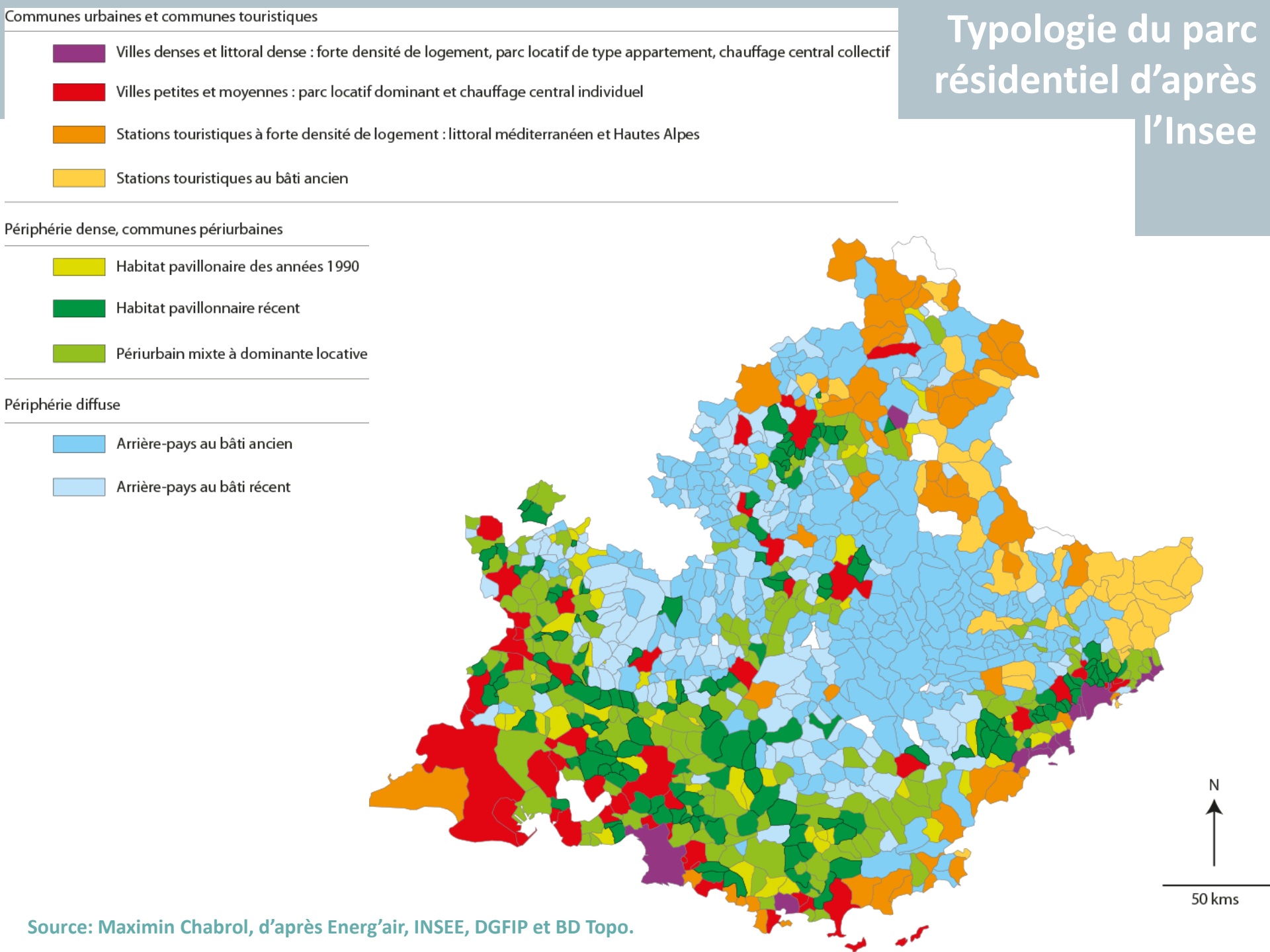
UNIVERSITÉ D'AVIGNON ET DES PAYS DE VAUCLUSE

AGENCE D'URBANISME AURAV RHÔNE AVIGNON VAUCLUSE

Espaces périurbains et consommation d'énergie

- Maîtrise de la demande énergétique du secteur résidentiel
- Recherche de déterminants territoriaux de la consommation
- Pratiques résidentielles et types d'espace

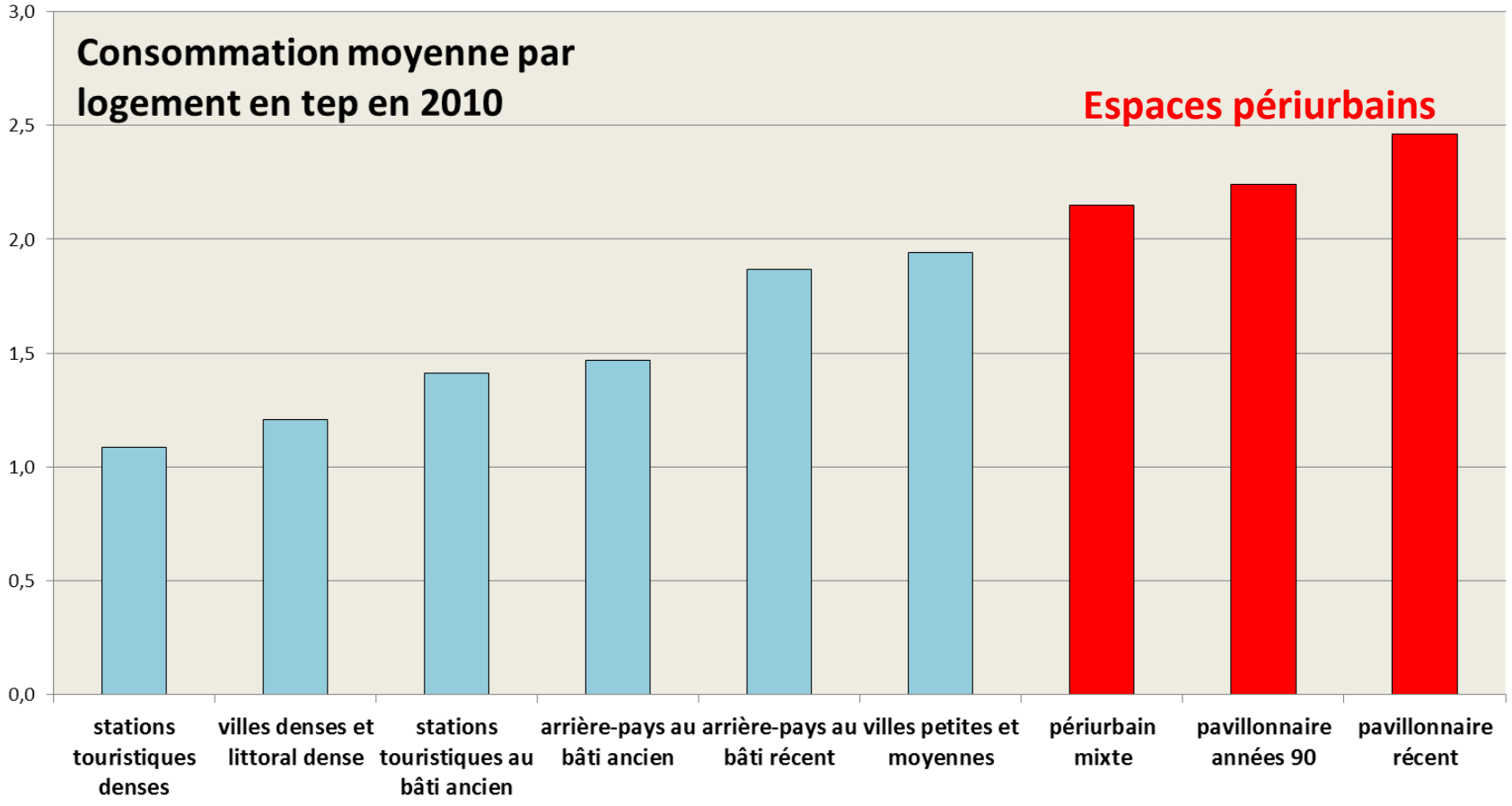
Typologie du parc résidentiel d'après l'Insee



Source: Maximin Chabrol, d'après Energ'air, INSEE, DGFIP et BD Topo.

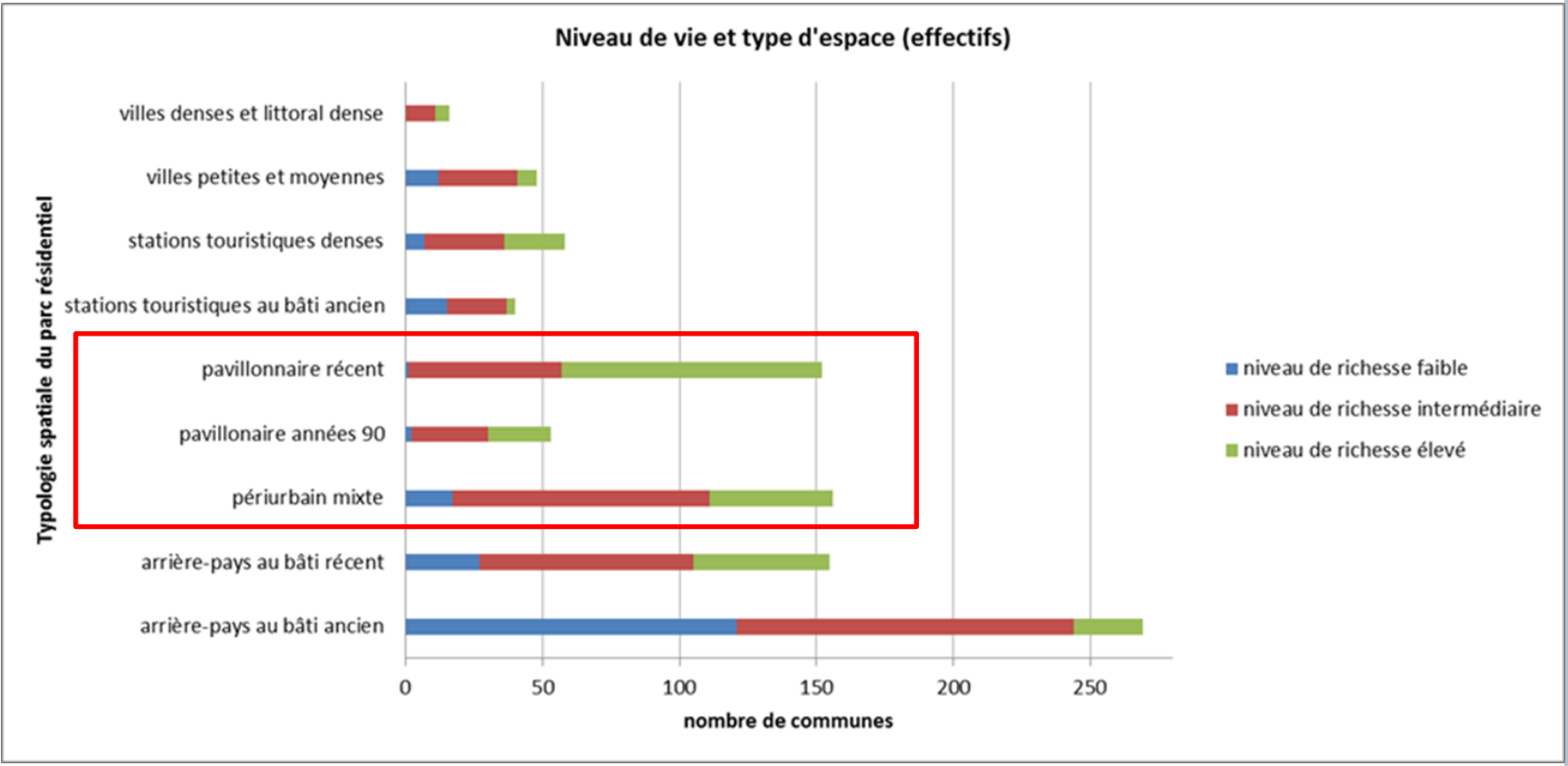
Types d'espaces et consommation d'énergie

► La consommation d'énergie du secteur résidentiel par commune s'explique *en partie* par l'appartenance des communes à un type d'espace

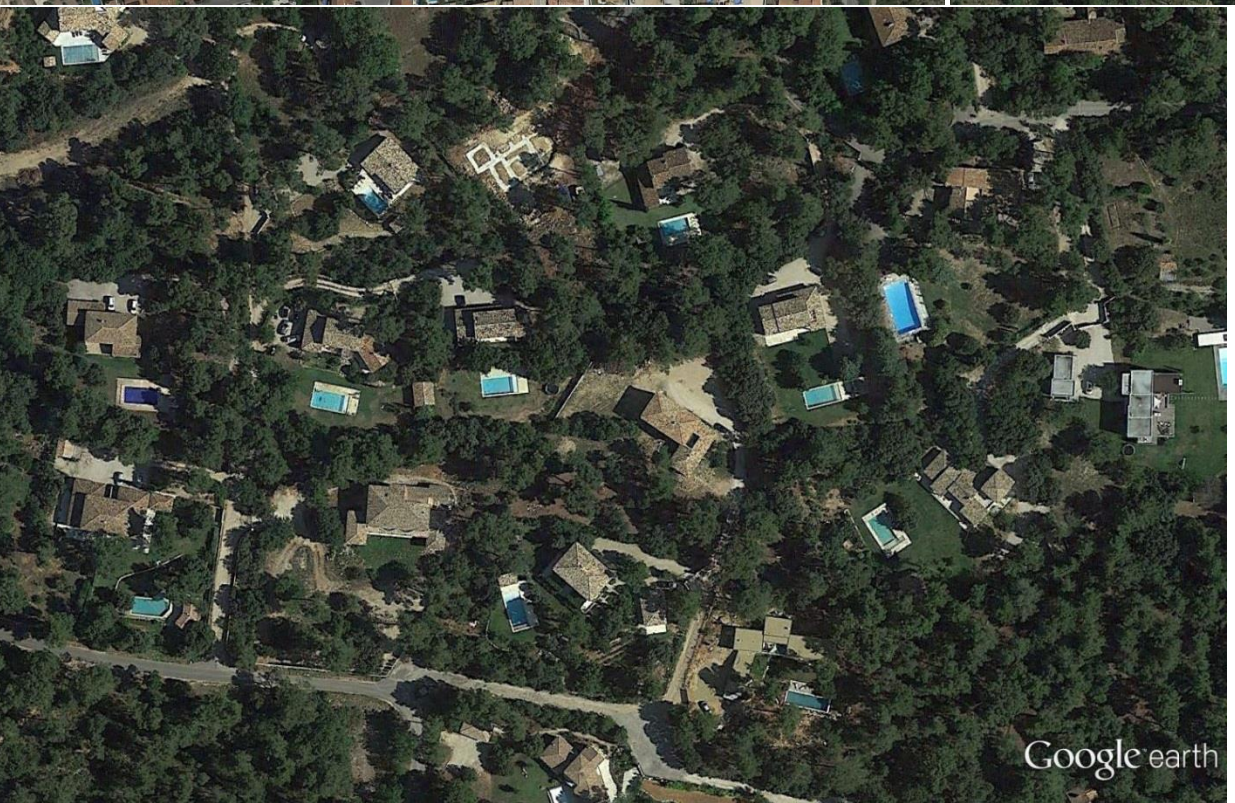


Source: d'après base Energ'air et base logement INSEE 2010

Niveau de vie et consommation



Source: d'après DGFIP et INSEE 2010



Exemples

AGENCE D'URBANISME AURAV RHÔNE AVIGNON VAUCLUSE

ESPACE

cnrs

UNIVERSITÉ D'AVIGNON ET DES PAYS DE VAUCLUSE

Caractères énergivores et modes d'habiter en PACA

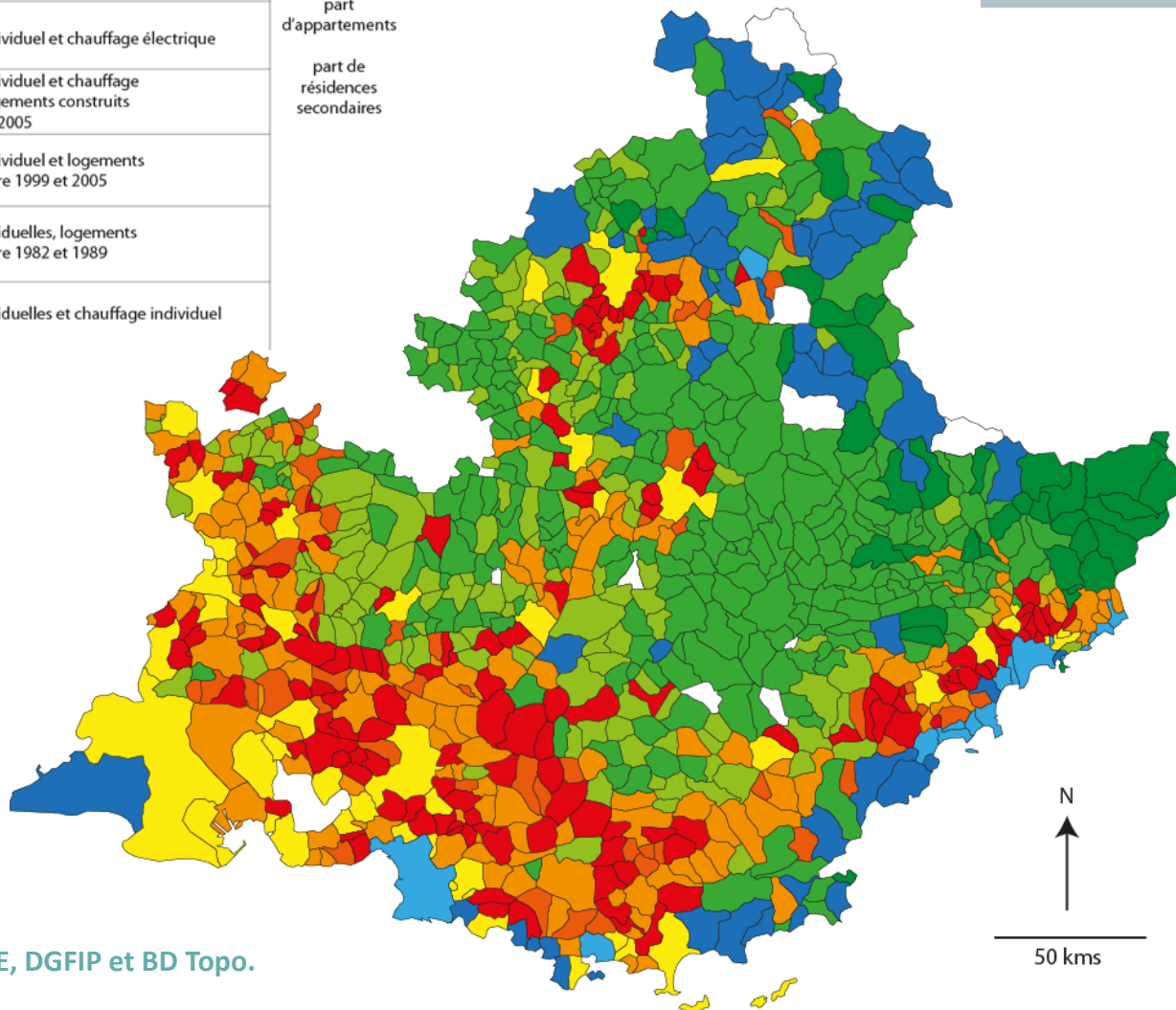
demande énergétique des logements croissante

type d'espace	caractères énergivores	caractères peu énergivores
périurbain à haut niveau de richesse	habitat pavillonaire haut de gamme, faible densité de logement, chauffage individuel, logements construits entre 1975 et 1981	
périurbain à haut niveau de richesse	habitat pavillonaire des années 1990, faible densité de logement, chauffage individuel, logements construits entre 1975 et 1989	
périurbain des classes moyennes	habitat pavillonaire de type lotissements groupés, chauffage individuel, logements construits entre 1975 et 1981, et entre 1999 et 2005	
petites et moyennes villes	maisons individuelles et chauffage individuel	forte densité de logement au km2 bâti
périphérie diffuse des classes moyennes et bâti récent	chauffage individuel et chauffage électrique	part d'appartements
périphérie diffuse à faible niveau de richesse	chauffage individuel et chauffage électrique, logements construits entre 1999 et 2005	part de résidences secondaires
stations touristiques à faible niveau de richesse et bâti ancien	chauffage individuel et logements construits entre 1999 et 2005	
villes et littoral à forte densité de logement	maisons individuelles, logements construits entre 1982 et 1989	
stations touristiques à haut niveau de richesse et forte densité de logement	maisons individuelles et chauffage individuel	

modèle du *lou camin de vida prouvençau*

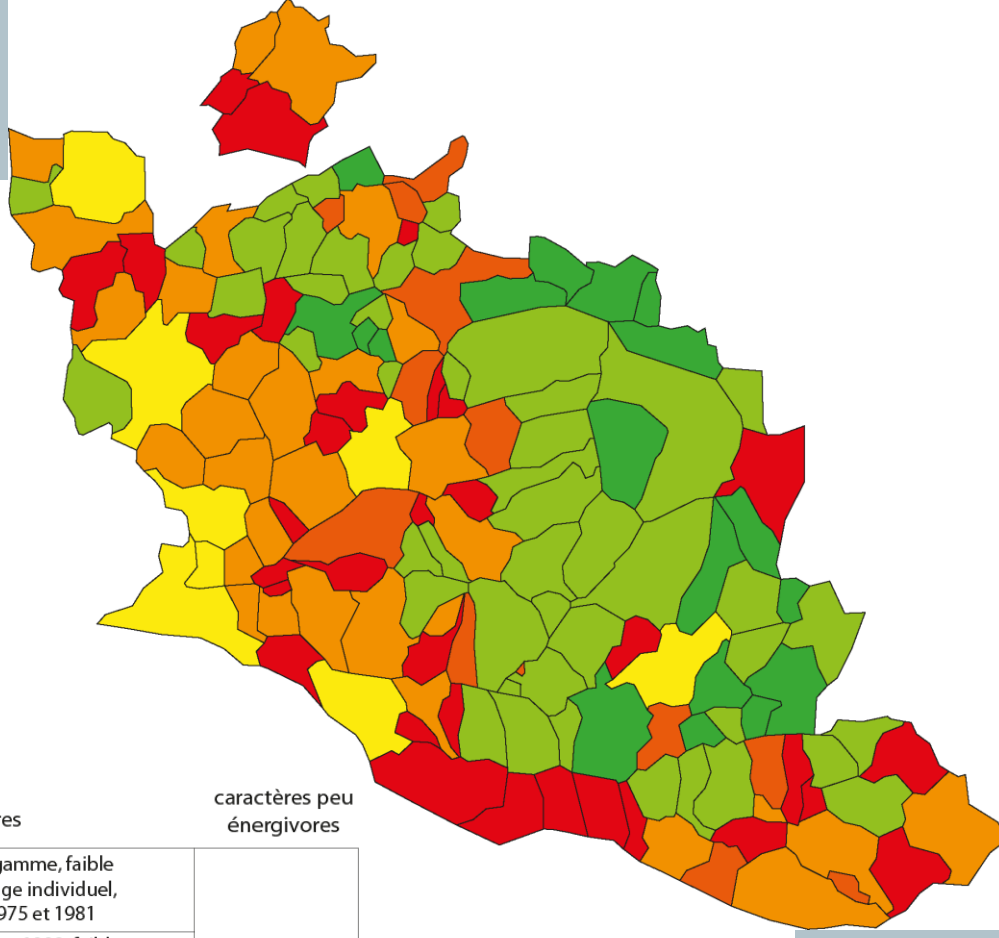
espaces d'une précarité énergétique potentielle

fortes disparités internes et demande irrégulière



Source: Maximin Chabrol, d'après Energ'air, INSEE, DGFIP et BD Topo.

Zoom Vaucluse



demande énergétique des logements croissante

modèle du *lou camin de vida prouvençau*

espaces d'une précarité énergétique potentielle

type d'espace	caractères énergivores	caractères peu énergivores
périurbain à haut niveau de richesse	habitat pavillonaire haut de gamme, faible densité de logement, chauffage individuel, logements construits entre 1975 et 1981	forte densité de logement au km2 bâti part d'appartements part de résidences secondaires
périurbain à haut niveau de richesse	habitat pavillonaire des années 1990, faible densité de logement, chauffage individuel, logements construits entre 1975 et 1989	
périurbain des classes moyennes	habitat pavillonaire de type lotissements groupés, chauffage individuel, logements construits entre 1975 et 1981, et entre 1999 et 2005	
petites et moyennes villes	maisons individuelles et chauffage individuel	
périphérie diffuse des classes moyennes et bâti récent	chauffage individuel et chauffage électrique	
périphérie diffuse à faible niveau de richesse	chauffage individuel et chauffage électrique, logements construits entre 1999 et 2005	
stations touristiques à faible niveau de richesse et bâti ancien	chauffage individuel et logements construits entre 1999 et 2005	

Conclusion

- La maîtrise de la consommation d'énergie n'est pas qu'une question technique :
  - C'est aussi une question sociale qui remet en cause nos modes de vie
  - Et une question politique qui implique de faire des choix
- L'urbanisme comme levier :
  - PLU, PLH, permis de construire, etc…
  - SCoT

Vers la performance énergétique…

Espaces périurbains et consommation d'énergie domestique

Retombées fiscales des énergies renouvelables

Maximin CHABROL , doctorant en géographie
Email : maximin.chabrol@univ-avignon.fr
06.23.45.83.69

ESPACE

Région Provence Alpes Côte d'Azur

cnrs

UNIVERSITÉ D'AVIGNON ET DES PAYS DE VAUCLUSE

AGENCE D'URBANISME AURAV RHÔNE AVIGNON VAUCLUSE

Développement territorial et énergie : des logiques multiples qui s'imbriquent

- Territorialisation descendante (UE, Etat, Région, SRCAE, PCET, SCOT, PLU)
- Energie et projet de territoire (TePos, SEM, régies municipales…)
- Développement industriel des EnR (interaction entreprises-collectivités et retombées fiscales)

EnR levier de développement local : des logiques différentes

Démarche « active »

- Logique ascendante
- Démarche de projet de territoire
- Contraintes: investissements (financiers, matériels, humains, juridiques etc.)
- Gains et retour sur investissement de moyen-long terme

Démarche « passive »

- Démarche classique
- Acceptabilité sociale binaire (oui/non)
- Contraintes limitées pour les collectivités
- Gains rapides par retombées fiscales et/ou rente foncière

Fiscalité locale de l'énergie
une ressource partagée à effet de taille

- **Taxe IFER (Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau):**
  - Fixée et revalorisée chaque année par l'Etat.
  - S'applique aux puissances > 100 kW
- **la Contribution Economique Territoriale (CET):**
  - La CFE (Cotisation Foncière des Entreprises).
  - La CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises).
- **Taxe foncière, d'aménagement, loyer.**

Montant forfaitaire et territorialité de l'IFER au 1er janvier 2015

Production	Forfait en euros/kW	Commune	EPCI	Département
Eolienne	7,27	si FA : 20% si FPU : 0%	si FA : 50% si FPU : 70%	30%
Hydrolienne	7,27	si FA : 50% si FPU : 0%	si FA : 0% si FPU : 50%	50%
Solaire photovoltaïque	7,27	si FA : 50% si FPU : 0%	si FA : 0% si FPU : 50%	50%
Hydroélectricité	3,003	si FA : 50% si FPU : 0%	si FA : 0% si FPU : 50%	50%
Nucléaire et thermique à flamme	3,003	si FA : 50% si FPU : 0%	si FA : 0% si FPU : 50%	50%

FA: Fiscalité Additionnelle
FPU: Fiscalité Professionnelle Unique

Source: DGFIP

Fiscalité locale de l'énergie
une ressource partagée à effet de taille

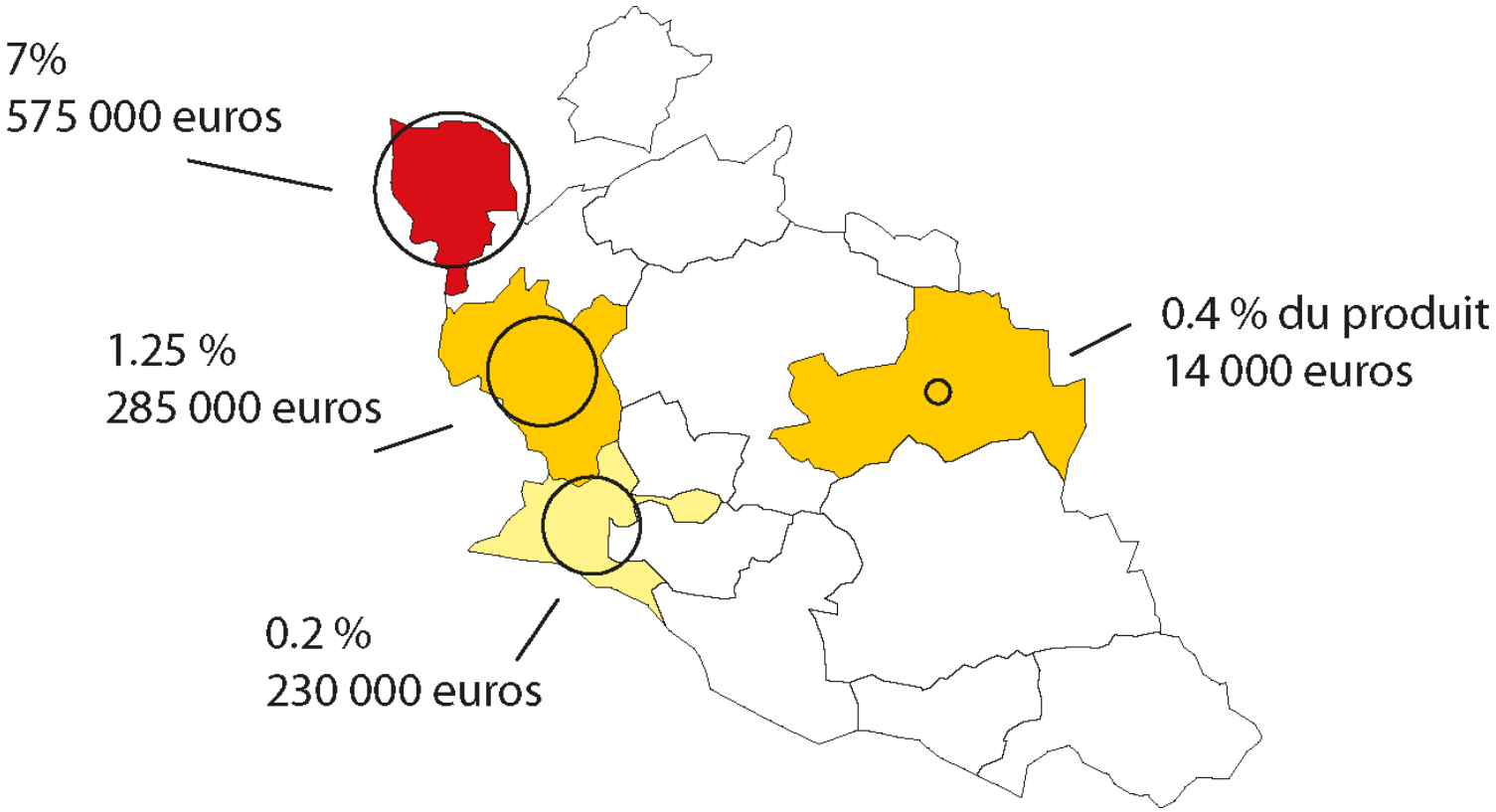
- La composition fiscale de l'énergie est dépendante de :
  - Puissance installée
  - Emprise au sol
  - Type de ressource
  - Régime fiscal des EPCI
- Solaire et éolien très faiblement impactés par la CFE et la CVAE :
  - Peu de surfaces bâties imposables (socle béton)
  - Optimisation fiscale (sociétés dédiées…)
  - Impact du moratoire

Taxe IFER et type d'installation de production énergétique en région PACA

Exemples d'installation	Puissance installée en MW	Montant de l'IFER au profit de l'EPCI à FPU en euros	Part de l'IFER dans le produit de fonctionnement	Population de l'EPCI	Montant de l'IFER en euros/habitant	Montant de l'IFER en euros/MW
Centrale thermique de Martigues (13)	900	1 351 350	3,8%	71 346	13,5	1501
Barrage André Blondel de Bollène (84)	350	525 525	6 %	24 535	21	1501
Parc éolien du port autonome de Marseille (13)	10	50 890	0,02%	99 599	0,51	5089
Centrale solaire d'Esparron du Verdon (04)	8	29 080	0,07%	62 198	0,47	3635

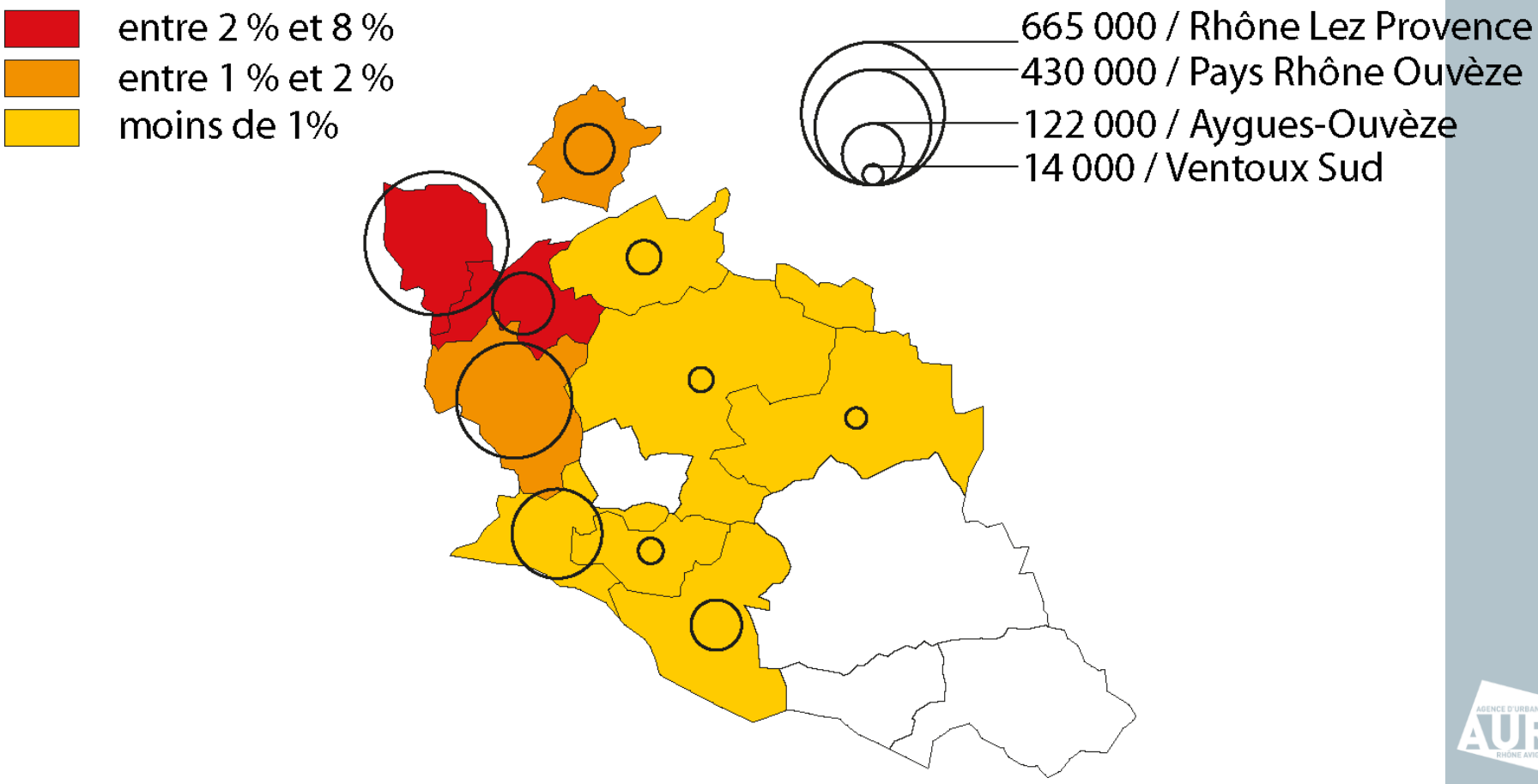
Source: Installations et puissances inventoriées par l'auteur ; IFER calculé par l'auteur ; produit de fonctionnement : (DGFIP) ; population : (INSEE).

Situation 2014 : Montant de l'IFER « EnR » et part de l'IFER dans le produit de fonctionnement des EPCI



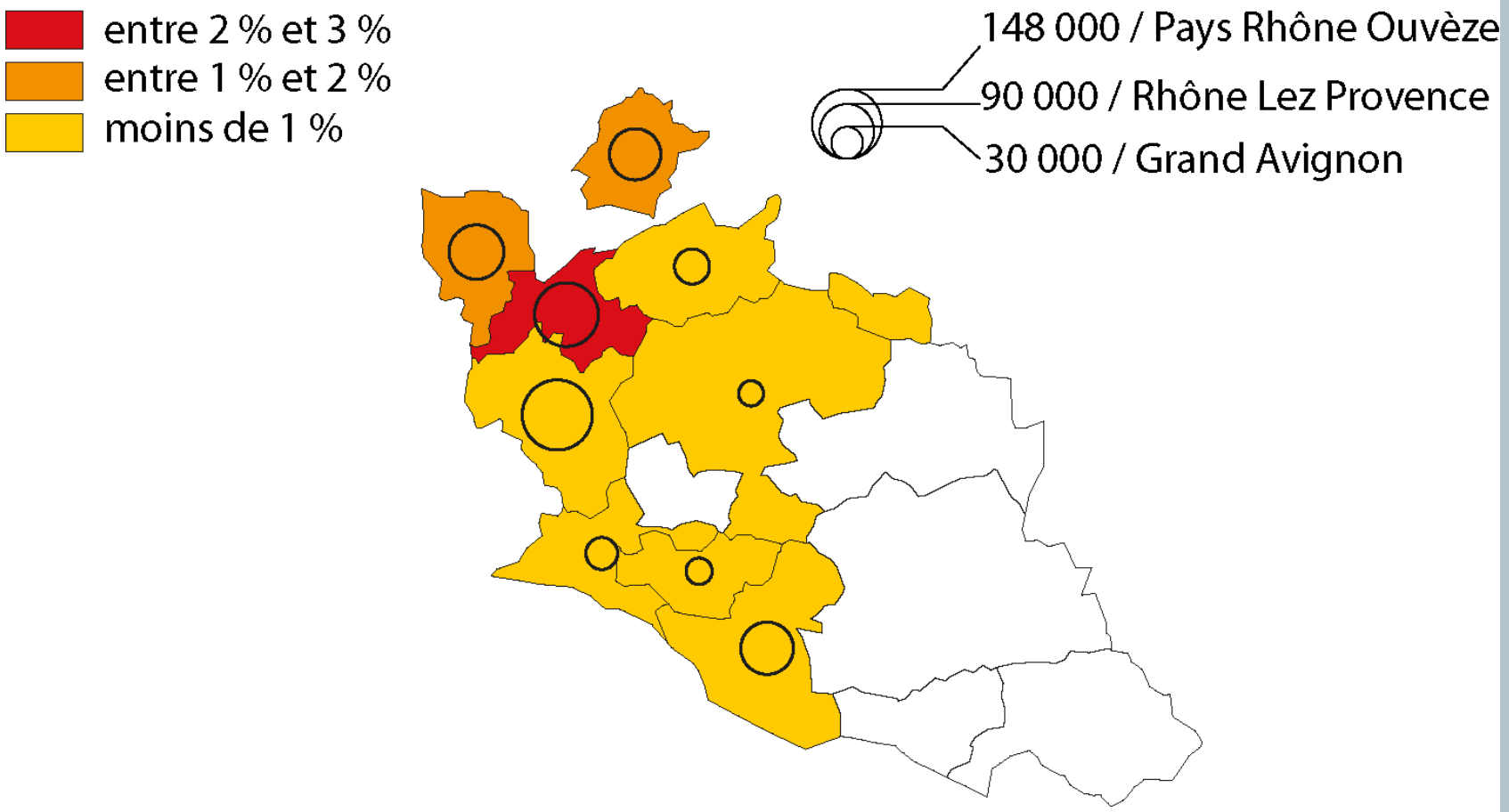
Estimations établies à partir de DGFIP et inventaire personnel des puissances installées

Situation POTENTIELLE : Montant de l'IFER « EnR » par an et part de l'IFER dans le produit de fonctionnement des EPCI



Estimations établies à partir de DGFIP et compilation des puissances potentielles solaire, éolien et petite hydro à partir des études de l'ORECA

Situation POTENTIELLE : Montant de l'IFER « EnR » supplémentaire par an et variation du produit de fonctionnement des EPCI



Estimations établies à partir de DGFIP et compilation des puissances potentielles solaire, éolien et petite hydro à partir des études de l'ORECA

Impacts du moratoire sur la CVAE

	Pour 1 MW installé de solaire au sol
IFER au profit du bloc communal ou intercommunal	3 635 euros
CVAE au profit du bloc communal ou intercommunal avant le moratoire	Environ 700 euros
CVAE au profit du bloc communal ou intercommunal aujourd'hui	Environ 175 euros

	IFER "solaire" 2014 en euros	CVAE "solaire" 2014 en euros
Maximum EPCI « Moyenne Durance »	285 345	56 910 (Tarif d'achat antérieur au moratoire)
Moyenne régionale	56 348	9 107
	IFER "solaire" potentiel en euros	**CVAE "solaire" potentielle en euros**
Maximum EPCI « la Dracénoise »	422 092	24 459 (Tarif d'achat actuel)
Moyenne régionale	115 356	1 397

Source: chiffres d'affaire des installations solaires inventoriés par l'auteur ; CVAE calculée par l'auteur

Incertitude liée à la réforme territoriale (loi NOTRe)

- **Les départements perçoivent :**
  - 50% de l'IFER « solaire » et « hydroélectrique »
  - 30% de l'IFER « éolien »
  - 48,5% du montant de la CVAE

- **Dans le cas d'une nouvelle répartition des compétences, qui bénéficiera de cette partie de l'impôt « énergie » ?**

Retombées fiscales des EnR : Conclusion

Les + :

- **Opportunités financières et effet d'aubaine pour les EPCI**
- **Sécurisation des finances publiques dans un contexte difficile**
- **Possibilité d'augmenter rapidement le niveau de richesse sans investissement particulier**
- **Selon les choix politiques :**

  Possibilité d'affecter une nouvelle ressource

  - À la gestion courante
  - Au financement de la transition énergétique à l'échelon local

Les - :

- **Dépendance à la politique nationale (IFER)**
- **Dépendance à la conjoncture économique (tarif de rachat et CVAE)**

Merci pour votre attention

Maximin CHABROL , doctorant en géographie
Email : maximin.chabrol@univ-avignon.fr
maxchabrol@free.fr
06.23.45.83.69